

Convictions

Bulletin de l'Association
MichelROCARD.org



n° 22 - Septembre 2020

Le retour du Plan

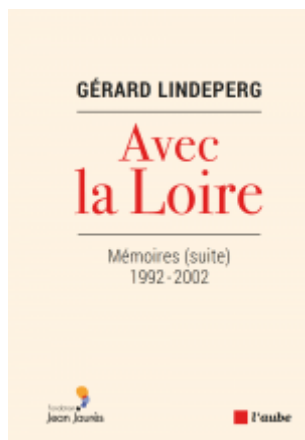
Avec la nomination de François Bayrou comme haut-commissaire au Plan le 3 septembre, on voit le retour sur le devant de la scène d'un thème cher à Michel Rocard : la planification.

Pour Michel Rocard, formé dans les années 1950 durant l'âge d'or de la planification, celle-ci joue un rôle essentiel dans l'organisation économique d'un pays. Loin de la planification à la soviétique, il s'agit plutôt de réfléchir aux perspectives économiques à court, moyen et long terme pour permettre de prévenir les crises, d'organiser le budget, de répartir les fonds et de guider l'économie de marché dans un cadre souple. Surtout, le plan est conçu comme un facteur de dialogue entre les différents acteurs : entreprises, collectivités, partenaires sociaux et associatifs, etc., aux intérêts éminemment différents, voire contradictoire. D'où l'importance accordée à une procédure itérative, souvent complexe, et décentralisée. Aux antipodes d'une vision bureaucratique et étatique, Michel Rocard conçoit la planification comme un lieu de régulation, de conciliation et d'arbitrage.

Le plan sera l'objet de beaucoup de ses travaux, à commencer par le rapport qu'il présente au Colloque de Grenoble. Il contribuera au contre-plan présenté par le PSU en novembre 1964. A l'Assemblée Nationale entre 1978 et 1981, la plupart de ses interventions concernent le Plan, dont il est le rapporteur spécial des crédits à la commission des finances. Lorsqu'en 1981 lui échoie le ministère du Plan, même s'il aurait sans doute espéré un ministère plus important, il est donc en terrain parfaitement connu. Il aurait d'ailleurs voulu donner au Plan un rôle bien plus structurant dans la politique de relance du gouvernement Mauroy, mais il sera au final largement marginalisé. Il devra d'ailleurs revoir son projet pour le XI^{ème} plan, jugé trop pessimiste par le gouvernement. Cela ne l'empêchera pas de faire quelques belles réalisations comme les contrats de plan Etat-régions toujours en vigueur aujourd'hui et qui ont favorisé la décentralisation. Premier ministre il tentera de redonner de la vigueur au Plan en nommant au ministère qui en avait la charge Lionel Stoléru, venu de l'UDF et en confiant le commissariat au Plan à un proche : Pierre-Yves Cossé, et en y associant la fonction essentielle d'évaluation des politiques publiques.

Mais le renouveau de la planification n'a pas pris. L'après 1991 a marqué le lent déclin du plan, jusqu'à la disparition du commissariat au Plan en 2006. On ne sait pas comment Michel Rocard aurait accueilli la résurrection d'une instance nationale de planification, mais nul doute qu'il aurait insisté sur ce qui a été une constante de son approche de la planification dans des situations aussi différentes que celles qui ont été rappelées précédemment : dialogue, concertation, conciliation, arbitrage, décentralisation...

Publication du deuxième volume des mémoires de Gérard Lindeperg



Nous sommes heureux d'annoncer la parution du deuxième volume des mémoires de Gérard Lindeperg : **Avec la Loire**.

Dans ce nouveau livre, cet ancien cadre de la Rocardie (n°2 du PS entre 1992 et 1993) livre ses souvenirs sur la période 1992 à nos jours. Il revient particulièrement sur son combat local dans le département de la Loire et plus particulièrement à Saint-Etienne.



Pierre-Yves Cossé donne quelques pistes pour un nouveau commissariat au Plan



Dans un texte publié sur son blog, Pierre-Yves Cossé, ancien commissaire au Plan alors que Michel Rocard était à Matignon, donne quelques indications à François Bayrou pour redonner toute sa place à la planification dans cette période de crise.

Un texte à lire pour comprendre les enjeux du Plan et les difficultés de sa relance.

**J'apporte
mon soutien
financier à
l'association**

MichelROCARD.org

Païement en ligne possible
Vous recevrez un reçu fiscal
(66% de crédit d'impôt)



Agenda

Le 22 septembre, conférence de l'Institut Edouard Depreux sur Michel Rocard

Le 22 septembre à 19h, Pierre-Emmanuel Guigo présentera sa biographie de Michel Rocard dans le cadre de l'Assemblée Générale de l'Institut Edouard Depreux, au « Maltais Rouge », 40 rue de Malte à Paris. Compte tenu des contraintes sanitaires, l'inscription préalable est obligatoire, par courriel.

Le 29 septembre, deux rendez-vous autour de Michel Rocard

A Sciences Po, une soirée (18h) présentera l'ouvrage « Michel Rocard Premier ministre. La deuxième gauche et le pouvoir », co-dirigé par Alain Bergounioux et Mathieu Fulla, publié par les Presses de Sciences Po, à partir des actes du colloque co-organisé par l'association, les Archives nationales, Sciences Po et la Fondation Jean-Jaurès, en mai 2018. Compte tenu des contraintes sanitaires, l'inscription préalable est obligatoire.

Nous publions ci-dessous un texte inédit venant compléter cette lettre ouverte de Pierre-Yves Cossé :

UN ELECTRON LIBRE (Suite d'une lettre ouverte à François Bayrou/ Fragment)

Au cœur de la crise, le Président de la République indique que plus rien ne serait comme avant, que la dictature du court terme n'est plus de mise et il utilise le mot « Plan » à plusieurs reprises. Il fait circuler le nom d'une personnalité de premier plan, un proche conseiller, François Bayrou, comme le futur Haut-Commissaire au Plan. L'intéressé fait savoir que l'annonce de la création de ce haut-commissariat ne peut se faire dans les chaleurs de Juillet et qu'elle interviendra au moment de la rentrée politique lors de l'explicitation de la politique économique du gouvernement. Il précise que le Haut-Commissariat sera directement rattaché au Président de la République. En tant qu'ancien commissaire au plan de Michel Rocard, j'écris une lettre ouverte au Président du Mouvement Démocrate, insistant sur la nécessité de réinventer une planification adaptée aux réalités économiques et politiques actuelles et énumérant six écueils à éviter. Le 2 Septembre, François Bayrou est nommé par décret pris en conseil des ministres. La veille, avait été publié un premier et laconique décret, qui ne crée nullement un Haut-Commissariat mais uniquement le poste de Haut-Commissaire. Il aura pour mission "d'assurer et de coordonner les travaux de planification et de réflexion prospective pour le compte de l'Etat et d'éclairer les choix des pouvoirs publics au regard des enjeux démographiques, économiques, sociaux, environnementaux, sanitaires, technologiques et culturels". Pour ce faire, il dispose du concours de France-Stratégie et sa gestion administrative est rattachée au Premier Ministre.

Si l'on se fie aux textes, l'opération « renaissance du Plan » s'est dégonflée en une promotion d'une personnalité politique. Elle ne dirigera pas un service. France-Stratégie, seulement mis à disposition, reste sous les ordres de son commissaire général et répondra aux demandes de prestations émanant du Haut-Commissaire. Le Haut-Commissaire n'est pas chargé de façon explicite de coordonner les différents organismes publics (Conseil d'analyse économique, Conseil d'orientation des retraites, Conseil d'orientation de l'emploi et autres Haut Conseils), réalisant des travaux sur le long terme et des études prospectives, alors qu'une vision d'ensemble et une mise en place d'un réseau cohérent eut été un progrès certain. Aucune mission spécifique n'est confiée au Haut-Commissaire. Rien n'est dit sur la nécessaire concertation. Il pourra seulement se payer quelques collaborateurs et des études.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette évolution en « peau de chagrin ». Le Premier Ministre n'avait aucune envie d'avoir une sorte de « vice-premier ministre » en liaison directe et permanente avec le Président de la République, d'où la délimitation vague et imprécise des attributions ; il a été aidé par le Secrétariat Général du Gouvernement qui a exclu un rattachement direct au Président de la République, incompatible avec la Constitution. Le Maire de Pau, lui-même, n'a pas voulu assurer des tâches de gestion, et il ne consacrerait que deux jours par semaine à cette fonction de Haut-Commissaire non rémunérée (à sa demande). Surtout, la carence intellectuelle est évidente : ni le président, ni les ministres n'ont réfléchi sérieusement aux moyens concrets d'une mise en cohérence du court terme et du long terme. Il existait pourtant un cadre existant qui aurait pu être exploité, c'est celui de France-Stratégie et le décret du 22 Avril 2013, portant création du Commissariat Général à la Stratégie et à la prospective, qui n'est pas sans mérites.

Il suffisait de quelques modifications : ajouter le mot « planification » qui

A la mairie du 6ème arrondissement (18h aussi), Pierre-Emmanuel Guigo présentera sa biographie de Michel Rocard parue chez Perrin en février. Il évoquera aussi le rapport de Michel Rocard à cet arrondissement qui l'a longtemps accueilli.

avait fait peur à François Hollande (!), renforcer les fonctions, déjà existantes mais peu assumées, de « tête de réseau » de tous les organismes impliqués dans la prospective et le long terme (y compris l'écologie). Le Haut-Commissaire aurait été une sorte de « président » de France-Stratégie, et d'un Haut-Conseil réunissant tous les présidents de ces organismes. Le dégonflement n'est pas seulement dans les textes mais dans les faits. La nomination du Haut-Commissaire, lors du conseil des ministres qui approuvait un Plan de relance à cent milliards, est passée inaperçue, d'autant qu'aucune précision n'était donnée sur les missions du Haut-Commissaire. Comment les Français pourraient-ils comprendre que l'on rétablit le Commissariat au Plan de Jean Monnet, alors que le Haut-Commissaire n'est nullement impliqué dans "France-Relance", qui ne se limite nullement à la conjoncture et au court-terme. Le Président l'a présenté comme un « plan de modernisation » dessinant la France de 2030. Une grande partie des mesures ont un caractère structurel et n'auront d'effets qu'à moyen terme, voire plus : « transition écologique et biodiversité », « souveraineté technologique et industrielle (les relocalisations) »...

Ce qui est sûr, c'est que le nouveau Haut-Commissaire au Plan ne fera pas de plan. Cette appellation, qui est un des écueils mentionnés dans ma lettre ouverte, s'explique par une volonté de se référer à Jean Monnet. Rappelons que Monnet, « l'organisateur à la Saint Simon », avait été incité à préparer un plan de reconstruction par le gouvernement américain, dont il était proche, pour fournir un cadre à l'aide Marshall. En 2020, Monnet, le pragmatique, inventerait tout autre chose. Donner l'impression que l'on va s'inspirer du modèle Monnet est une impasse. La planification stratégique est un tout autre exercice. D'ici la fin de la mandature, une nouvelle préparation du long terme et la recherche d'une vision cohérente acceptée par le plus grand nombre sont exclues. Pourtant le plan de relance montre les limites d'une improvisation pour préparer le pays à des changements structurels. Un dispositif incluant des scénarios, des études, une concertation aurait été un plus. Il est vrai qu'il ne s'improvise pas. Le nouveau Haut-Commissaire, qui dispose de son autorité politique, de ses liens avec le Président de la République et de quelque moyen financier, pourrait se saisir de quelques problèmes horizontaux, du type « avenir du travail », « vieillissement », « mobilité des hommes et des activités », sûrement pas une trentaine, comme il le dit. Il combinerait prospective technologique, économique et sociale, débats ouverts, et orientations pour les pouvoirs publics, les acteurs économiques et sociaux. Ce serait un électron libre.

Pierre-Yves Cossé
(14 Septembre 2020)



L'association Michel Rocard aux Rendez-vous de l'histoire de Blois



Sur le site

Interview de Michel Rocard sur la crise pour le collegium international

Le Collegium international, que Michel Rocard a créé en 2002 avec ses anciens compagnons du Groupe de dix, a beaucoup compté pour lui.

De nombreux membres étrangers, anciens chefs d'État et leaders politiques ainsi que des philosophes et savants, se sont associés à ce réseau associatif dès sa création.

C'est dans le contexte du Collegium que Michel Rocard était associé à l'exposition du peintre chinois Du Zhenjun au grand musée ZKM à Karlsruhe.

L'exposition « Babel world » a eu lieu en 2013 en présence de Michel Rocard et d'autres membres du Collegium. À cette occasion, Sacha Goldman, secrétaire général du Collegium, a réalisé une interview de Michel Rocard pour le catalogue de l'exposition. Sous le titre « La chute de la Tour monde », ce texte est d'une actualité évidente. Nous le publions sur notre site (cliquer sur le lien).

Le Collegium international est porté aujourd'hui par Jacques Toubon, Pascal Lamy, Mireille Delmas Marty, Bernard Miyet, Michael W.Doyle, Ruth Dreifuss et d'autres anciens et nouveaux membres d'association.

Divers textes et documents inédits ou peu connus de Michel Rocard, ainsi que des contributions liées à son activité au sein du Collegium, trouveront leur place dans notre site prochainement.



SUIVEZ-NOUS



Plusieurs membres de l'association seront présents aux **Rendez-vous de l'histoire de Blois**, qui portent sur le thème : « Gouverner ».

Jean-François Merle interviendra dans une table-ronde sur les rapports entre Etat et entreprises publiques, à propos de la réforme des PTT de 1990 (8 octobre, 18h30), Alain Bergounioux animera une table-ronde sur « Gouverner à gauche » (10 octobre 14h30), Pierre-Emmanuel Guigo interviendra dans une table-ronde sur « Gouverner assis » (8 octobre, 14h30) et y dédicacera sa biographie de Michel Rocard.



Parcours de rocardien

Michel Destot : « On ne naît pas rocardien, on le devient »



On ne naît pas rocardien, on le devient.

Enfant, quand mes parents me demandaient ce que je voulais faire plus tard, je leur répondais : chercheur, journaliste, professeur d'histoire et de géographie ou guide de haute montagne... Jamais je n'aurais dit : homme politique, député ou maire ! À l'époque, mes références iconiques étaient plutôt Marie Curie ou Lionel Terray. Plus tard, devenu ingénieur à Paris, je choisisais d'aller au CEA à Grenoble plutôt qu'à Saclay pour faire un doctorat de physique nucléaire, la montagne étant bien sûr plus présente que la politique dans mes orientations de vie. Quelques années plus tard, je quittais le CEA avec quelques collègues pour créer la société CORYS, dédiée à la

simulation.

La politique se résumait au militantisme, d'abord au PSU après mai 1968, rejoignant alors (à l'époque de la rue Mademoiselle) Michel Rocard qui m'apparaissait moins révolutionnaire fiévreux que beaucoup de leaders d'extrême gauche. Le passage au PS dans le cadre de la Deuxième Gauche s'en suivit naturellement. Grenoblois, je rencontrais le maire Hubert Dubedout, qui deviendra vite un élément fort de mon destin municipal. Comment oublier en effet les liens qui nous unissaient au-delà même de l'action publique, entre nos familles respectives ?

Comment oublier cette soirée quelque peu magique à l'été 1983 où, de la terrasse du refuge d'Argentière, contemplant toutes ces faces Nord qui couraient devant nos yeux (les Drus, la Verte, les Droites, les Courtes...), nous refaisions le monde et je promettais à Hubert Dubedout d'essayer de reconquérir la mairie de Grenoble, perdue quelques mois plus tôt ! Les dés étaient jetés. Le Conseil Général, l'Assemblée nationale (Michel Rocard à Matignon) et la mairie de Grenoble en 1995. J'abandonnais alors, avec un immense regret, la présidence de CORYS que j'avais créée quelques années plus tôt.

Avec le départ d'Hubert Dubedout, Michel Rocard devenait la figure tutélaire. Spéculateur intellectuel, curieux de tout et innovateur, il nous donnait l'impression d'être un peu plus intelligents après l'avoir entendu. Maire de Grenoble, je me sentais tellement en phase avec celui qui avait plaidé avec talent et conviction pour "décoloniser la province".

Préfaçant en 2015 mon livre *Ma passion pour Grenoble*, il écrivait « *la vie, la pensée, le travail, l'œuvre de Michel Destot sont à référence spatiale dominante. Le nouvel espoir dont les hommes ont besoin ne peut-être immatériel, il le faut enraciné. Diverse, multiple, intelligente, Grenoble était une merveilleuse terre d'expérimentation...* »

Et puis passer du local au global pour enrichir mon expérience de terrain et apporter ma pierre, même modeste, à un édifice plus universel, m'a semblé aussi un objectif indispensable, rejoignant la pensée et l'action de Michel Rocard pour s'ouvrir à tous les défis contemporains, tous mondiaux : crise financière, réchauffement climatique, crise migratoire... Et aux Grenoblois qui me demandaient ce qu'était pour moi un maire socialiste, je répondais inmanquablement : celui qui se bat pour réduire les inégalités et pour ouvrir sa ville au monde.

Cette forte sensibilité à la dimension internationale de ma ville renvoyait sans doute à mon parcours de vie, ayant bénéficié de l'universalité de la communauté scientifique et technologique avec mes années de recherche au CEA, puis avec le partenariat économique international de ma société CORYS. Comment cacher aussi combien j'ai été marqué par l'identité de ma belle-famille issue de la diaspora lituanienne, fuyant les pogroms et leur pays, pour échapper aux déportations et massacres nazis ou staliniens, me donnant la « chance » de pouvoir entretenir des relations privilégiées avec des cousins anglais, américains et sud-africains ? Et bien entendu, avec Michel Rocard, nous partagions pleinement le sentiment que le destin de l'être humain, c'est la compréhension de l'autre, c'est l'ouverture au monde, c'est le droit de savoir, de rêver, d'entreprendre, de se libérer par la connaissance, l'éducation, la culture.

Oui, je suis devenu rocardien et Michel Rocard un peu grenoblois... Sa fidélité à ma ville ne s'est jamais démentie, depuis les fameuses rencontres de Grenoble de 1966 (où il avait été remarqué par Pierre Mendès France qui allait devenir député de cette ville) jusqu'aux innombrables meetings en périodes de pouvoir comme d'opposition. Je me souviendrai longtemps de sa présence aux municipales de 1995 où nous étions contraints de tenir meeting en plein jardin de ville faute d'attribution de salle par la municipalité sortante. Beaucoup de monde s'était massé pour entendre une fresque brillante sur le rôle de la France ... dans le Pacifique. Les organisateurs de la rencontre étaient désespérés. Les Grenoblois applaudissaient à tout rompre Michel Rocard... et j'étais élu maire quelques jours plus tard !

Je laisse la conclusion à Michel Rocard lui-même, tirée de sa préface à mon livre sur Grenoble, écrite un an avant son départ : « *Entre Michel Destot et moi, la complicité politique profonde a plus de quarante ans, et l'amitié confiante et vigoureuse, presque autant* ».

Michel Destot,
ancien député, ancien maire de Grenoble,
président du cercle "Inventer à gauche",
membre du conseil d'administration de l'association MichelRocard.org

Une date, un moment...

Le 23 août, Michel Rocard aurait eu 90 ans

Né le 23 août 1930, Michel Rocard aurait eu cet été 90 ans.
Vous êtes nombreux à avoir pensé à lui en ce jour anniversaire.
Voilà 4 ans qu'il a disparu, mais il reste dans nos pensées et nos coeurs.

[S'ABONNER](#)[MODIFIER VOTRE ABONNEMENT](#)[CONSULTER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS](#)[SE DÉSINSCRIRE](#)

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org. Directeur de la publication : Pierre Pringuet. Conception, réalisation et routage : APHANIA. Copyright : MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact-asso-michelrocard@alyas.aphania.com